

Elites politiques, elections locales et partis politiques

Claude SORBETS

Institut d'Études Politiques de Bordeaux

Working Paper n.80

Barcelona 1993

USAGES LOCALISÉS DES PARTIS POLITIQUES

On peut entendre le mot "usages" dans deux sens:

-comment se sert-on (localement) des partis politiques (avec la question corrélée de l'identification du "on": des individus, des groupes, des collectivités ...)?

-que font (dans les sites locaux) les partis politiques (avec la question corrélée de la différenciation de ce qui est "local" par rapport à ce qui est "national" ou "étatique")?

Mon intention est, on l'aura compris, d'adopter une perspective pragmatique (propriété et relation, usage et circonstance d'usage). J'ajouterai que je pense opportun de me placer, complémentirement, dans une perspective d'interrogation partant de ce qui est Actuel.

Pour nous politologues français, les élections législatives de mars 1993 sont certes, d'abord, des élections "nationales"; mais nous intégrons, comme le font aussi les stratèges politiques, que ce scrutin est placé dans une série de consultations -"européennes", "locales"... "présidentielles"- qui s'en trouveront affectées.

Observateurs -ou acteurs- de la compétition politique sur le site Aquitain, nous aurons certes des vécus de situation différenciés -du fait de nos postures personnelles- mais nous aurons collectivement à prendre la mesure de ce qui s'est modifié localement; entendons de ce que signifie le recul du PS, de ce parti qui a eu, localement, une temporalité d'évolution plus ou moins décalée mais qui, aujourd'hui, subit le recul général et national (et peut être plus que national: Grèce, Italie, Espagne ...).

En tant que politologues actuels incités à comprendre les dimensions nouvelles du "politique", il conviendra de réfléchir sur des questions du type: quel est l'apport des "verts" à la recomposition des champs politiques (avec la question connexe des raisons des décalages entre "opinion" et "élection", notamment entre sondages et résultats électoraux); quelle est la signification et la place de partis du type "Pêche-Chasse-Nature" -"parti" particulièrement fort en Aquitaine-, notamment au regard des lectures du politique local soit en termes de "système notabiliaire" -éventuellement actualisé-, soit en termes de "nationalisation-partisation de la vie politique locale".

Au titre de politologue spécialement intéressé par les conditions théoriques, conceptuelles et méthodologiques de l'évaluation du "changement" politique, je dois souligner qu'il convient de disposer d'une vision permettant de différencier des changements de type "type" (cf. Russell, Whitehead: le cadre du système change) et ceux de type "groupe" (cf. E. Galois: seuls les distributions des éléments varient), mais encore d'assumer les dimensions temporaires (cf. l'innovation schumpeterienne) ou symboliques (cf. les "rituels" goffinanniens) d'évolutions politiques plus ou moins particulières.

A cet égard, trois thèses de doctorat qui ont été soutenues en janvier

dernier à Bordeaux, pourraient être utilement examinées: celles de P. Mazet sur des politiques urbaines à Barcelone, Bordeaux et Bristol; de P. Lacam sur le clientélisme; de H. Pérès sur une "expérience identitaire dans la formation de la France républicaine". Au-delà des thèses qui s'y trouvent défendues, il serait possible de voir l'influence actuellement dominante des modèles interactionnistes référés à A. Schütz, Berger et Luckmann, Garfinkel, Goffmann, c'est à dire d'une sociologie politique de l'interprétation (par rapport à une sociologie normative), et calée sur le paradigme de l' "individualisme méthodologique"; mais également les tentations de "revisiter" des approches devenues -plus ou moins- taboues, dans la phase qui s'est achevée; celle marquée par l'influence critique -de tonalité "marxiste"- du structurofonctionnalisme, du fonctionnalisme et du structuralisme.

Mon schéma de référence personnel peut-être défini par quatre notions-balises: Format-Posture-Echelle-Contexture, dimensions à partir desquelles je me propose de repérer des séries d'interrogations me paraissant liées -à des niveaux divers- à ma question des usages localisés des partis politiques, au regard particulièrement des élections. Les exemples appelés à illustrer ou à appuyer mon propos seront pour l'essentiel tirés de mes expériences de recherche sur le terrain de la "gouverne" politique des villes.

I. FORMAT

Par ce terme je renvoie à la définition classique ("dimensions caractéristiques d'un objet ou d'une personne"), et au sens qu'il a pris dans le registre de l'informatique ("structure caractérisant la présentation des informations au sein d'un ordinateur, dans des mémoires, dans un programme"); de la sorte, il est possible de spécifier des lignes d'interrogation liées à des caractéristiques signifiées par le syntagme "politique local".

1. Politique

Quatre dimensions sont différenciables, au regard de leur "content", sous le vocable "politique", comme le font les anglo-saxons: 1) "politics" (la compétition politique), 2) "policy" (politique publique), 3) "polity" (espace politique) et 4) "political man" (le leadership politique); dimensions qui se recourent bien sur, dans le "process" politique, mais qui ont un angle d'"accès" particulier (les "enjeux" et les "stratégies" d'"acteurs"; les "actions publiques"; les "cultures politiques" et les "territoires du politique"; la relation de pouvoir dans la gouverne politique).

A ce titre, la traditionnelle clé de lecture chère à Hauriou entre "gouvernants" et "gouvernés", qui est en fond de la référence aux "élites politiques", tend à mélanger, à la fois, les divers plans et des fins avec des moyens, et tend à "étemiser-naturaliser" -comme on dit "réifier-fétichiser"- le fait politique, dans la "forme" actuelle (on scotomise le processus d'actualisation au profit d'une vision de type relation d'"essence" et d'"avatars").

Ainsi, pour ce qui relève directement de notre objet de réflexion, on se retrouvera face de la présence de l'acteur ou de l'instrument "partis politiques", un

des éléments du trépied actuel de la problématique du politique: "élites" -"élections" -"partis politiques", conduisant à ne pas se réinterroger sur les deux autres dimensions, si ce n'est par effet indirect. En particulier, celui imputable au changement de format des accès aux éligibilités (cf. Bailey), ou des contenus des règles du jeu (cf. Gaxie), ou des processus de l'action publique actuelle (cf. Schmitter).

Pour sortir de cette forme d'aporie, la référence au "format" ne suffit pas; il convient de prendre en charge les autres dimensions clés: les postures des acteurs et des opérateurs d'analyses; les échelles mises en jeu et celles prises en compte; les contextures en lesquelles les phénomènes prennent corps et sens.

2. Politique LOCAL

L'ajout du qualificatif "local" au terme "politique" incite à réfléchir sur la différence tenant au Niveau des choses et au delà à tenter d'explicitier ce qui s'y trame. Des "facteurs locaux de la vie politique nationale" (CERVL, 1966) à la "nationalisation de la vie politique locale" (ans 70-80), ce qui a changé relève à la fois des "lunettes" mises par le chercheur (cf. Lagroye) et de l'évolution du champ politique dans les façons de gouverner (présidentialisme répliqué) et d'accéder aux sites de pouvoir (pour les hommes et pour les intérêts). Les thèmes de la "politisation" (succédant à l'"apolitisme local") et de la "partisation" (succédant à la prédominance de la "personnalité" locale) s'y articulent sans que l'on puisse imputer le changement à l'observateur (cf. Saussure: la vision construit l'objet) et à l'objet (l'apolitisme n'était-il pas une "idéologie" -entendons "captieuse"-?).

Là encore on fait comme si on progressait dans notre capacité à discriminer le vrai de l'illusion! On deviendrait plus malin, ou moins trompeur, en quelque sorte. "On", en l'espèce, étant les chercheurs -les politologues constitueraient un "plus" par rapport aux "juristes"- et les "élus" -certains d'entre eux qui ont une claire vision de leur vécu... Là encore on voit les scories qui s'ensuivent: on fait comme si le politique était identique à lui-même partout et toujours, ce qui change étant la capacité à "faire accroire" telles ou telles représentations partielles ou partiales.

Dans cette perspective on peut se demander quel statut accorder à certaines thèses qui sont actuellement reçues sans trop de réserve. Par exemple celle développée par Gaxie et Lehingue (Enjeux municipaux) selon laquelle on peut faire l'hypothèse d'une décantation, à un certain moment de l'évolution socio-politique, d'un "marché politique" du "marché social" général; d'un marché politique ayant ses enjeux spécifiques, enjeux que la compétition électorale, par l'entremise des partis politiques en lice, se trouveront définis. La thèse est connue et a soulevé des débats sur sa dimension adjacente, celle du caractère métaphorique ou non de la conception -référée à Schumpeter- du "marché politique".

Une autre "hypothèse" sur le changement politique local intervenant dans les villes françaises à la fin des années 1970 est celle proposée par Ion et Micould (La commune entre l'État et le quartier): il y aurait eu, dix ans plus tôt, un changement de référentiel socio-politique (de celui spécifié par "la république une et indivisible" à celui spécifiable par: "participation à tous les niveaux") et, lié à ce

reformatage qui permet de "territorialiser" les collectivités locales, l'émergence et la promotion d'élus issus des "nouvelles classes moyennes" prenant appui sur les réseaux associatifs et actualisant tendanciellement une "démocratie sans le peuple", le peuple appelé à "participer" se déroband à une sollicitation, à une "offre politique" semblant ne pas correspondre à la "demande" des citoyens confrontés aux situations de "crises".

Les leçons de notre expérience de chercheur ayant tenté de comprendre sur le terrain, dans les villes moyennes, les pratiques municipales référées à de l'"innovation politique" peuvent sans doute être relativisées de diverses façons; il n'en demeure pas moins qu'il est difficile de trancher entre deux lectures du changement intervenant (est-ce un changement d'"hegemon" local qui est en cause? Ou est-ce une capacité différentielle de "nouvelles élites" à mobiliser les électorsats?). La part locale et nationale, si on perçoit bien qu'elles sont toutes deux présentes dans les évolutions observées, sont difficilement pondérables pour "expliquer" aussi bien le changement politique intervenu, que sa non-advenue, ici ou là; ou même pour diagnostiquer la durabilité de ce changement (situations de retours au pouvoir d'anciens dirigeants six ans plus tard, ou actualisation, par les "nouveaux" comme par les "anciens" élus, de schèmes communs qui semblent s'imposer à tous, quelles que soient leurs références politiques).

3. Saisir un site politique local

Ici, le mot important est "saisir". On pourrait y ajouter un autre: "tenir", et, par là, formuler le problème de l'élus et de son analyste. Je pourrais, prenant des cas de figure localisés, montrer des situations permettant de reformater nos représentations des usages des partis politiques dans le rapport aux sites locaux.

-cas 1: Châteauroux: le maire Bernardet, le mimétisme vis-à-vis des habitus locaux divers (trajectoire personnelle; "caméléonite") et la fragmentation organisée du milieu; sa prise d'étiquette partisane (UDF-adh. direct); le dispositif de mobilisation locale (parti personnel); les accès aux sites nationaux (réseaux, cumuls de mandats).

-cas 2: Quimper: le maire Becam, la ville post-fusion communale et l'ajustement à la société atomisée (comme le maire de Châteauroux, celui du chef-lieu du Finistère fait un recours clef aux sondages d'opinion); étiquette flottante (passé d'activiste agricole; RPR giscardien ...); pouvoir personnel résiduaire et "bénéfice" des actions des "autres"; secrétaire d'État, cumul des mandats.

-cas 3: Auxerre: le maire Soisson (JPS): fils de la villeparcours (ENA); "go-between" et répliation microcosmique de la municipalité sur le format local -en l'espèce décalé de la vision idéologique "nationale": anti-étatique-; étiquette fluctuante (PR... dans gouvernements de gauche); réélus même en 93 (le mieux élu de la mouvance "présidentielle").

-cas 4: Epinal: le maire de 77 issu d'une triangulaire; rapport "archaïques"/ "innovateurs" socialistes; contexte de crise vosgienne de l'emploi (Boussac, affaire Cémoi); Seguin (député puis maire-contrat municipal); image de marque. Président de l'Assemblée nationale après avoir été ministre de la première cohabitation.

4. Quid des partis politiques?

Quatre thèses peuvent être évoquées:

-thèse 1: les partis politiques nationaux sont des références qui s'imposent puis s'oublent entre les élections.

-thèse 2: ce sont les personnalités qui contrôlent le parti et se l'approprient (cf. Souchon et le PS à Aurillac, ou Kuchéida après Darras à Liévin).

-thèse 3: les partis politiques fournissent des rétributions aux militants (cf. Gaxie) -en termes d'emplois (rôle des cabinets du maire) ou en termes de services des intérêts.

-thèse 4: les partis politiques sont une matrice de préparation à la mise au format des futurs équipiers politiques.

Si, d'une manière générale les "services municipaux" prennent le relais clientélaire du parti pour les élus en place, le parti sert à ceux qui aspirent à la cooptation comme réseau d'interconnaissances permettant des mises en posture d'éligibilité (cf. les "emboîtements" de dimensions requises pour accéder). Ainsi, les partis politiques au plan local tendent à devenir alternativement et concomitamment des partis d'électeurs, des partis de cadres et des partis de militants, pouvant être, par les uns ou par les autres, utilisés pour constituer ou pour asseoir des positions d'influence (cf. Angoulême). Mais ils sont en même temps des appareils (cf. Lemieux) trans-niveaux institutionnels (cf. les financements électoraux par des sociétés de services partisans).

L'étiquette partisane des divers élus n'est jamais indiquée dans les documents officiels: "on" doit le savoir par d'autres voies; l'illusion démocratique laissant sans doute supposer que l'accès aux postes institutionnels place les élus en posture d'"élu de tous". Pourtant on peut penser que les élus servent des intérêts particuliers en définissant des "politiques publiques" pour la "collectivité": la difficulté est ici de savoir l'échelle des intérêts pris en charge, défendus, ou motivant le vote: d'intérêts "locaux" à des intérêts "globaux", d'intérêts "particuliers" à des intérêts "généraux". Peut-on, un moment au moins, laisser la question en un état de "stand-by" qui serait celui où on dirait que le "contexte" du moment ou du lieu doit être le juge à consulter cas après cas?

II.POSTURE

Par ce terme, que les interactionnistes emploient également -comme les philosophes de l'intentionnalité par ailleurs (cf. Dennett: La stratégie de l'interprète)-, j'entends l'ensemble dimensionnel constitué par: des Positions (Institutionnelles, personnelles) + des Projets ("sur" et "à partir de"). C'est dire que ce qui se dit et ou ce qui se fait (cf. Austin: Quand dire c'est faire) doit être référé comme un "possible" de posture, celle-ci donnant le conditionnement des formats praxéologiques et pragmatiques actualisés par les uns -plus ou moins différenciellement- des autres. Ici, pour notre propos, quatre clefs d'entrée seront proposées: les intérêts, la décentralisation, l'information, la complexité.

1. Les partis politiques et les intérêts

En premier lieu, il y a le trait de fond qui perdure, celui de la "ruse" (Agulhon) dans la pragmatique électorale locale-nationale. Usage de la référence à la Métis, en sus de la légitimité (sociale, politique) ou du rapport de force (dans le champ politique ou dans l'institution).

En deuxième lieu, il y a la figure du "notable" dans son rapport évolutif au milieu (paternalisme, chef d'entreprise, animateur) et à l'extérieur (cf. Crozier, Grémion). Ce qui se joue ici c'est l'"intermédiaire" (le notable).

En troisième lieu, il y a le rôle stratégique du Préfet, du Département (cf. Legendre, Worms), et il y a une lecture de l'impulsion du changement par le haut, par l'État et son Administration; le local apparaissant être celui des "affaires locales", des "intérêts constitués" (cf. MOS vs MOT).

En quatrième lieu, il y a les valeurs d'une "communauté" (cf. H. Pères) assise sur la référence à la Nation et le Village, valeurs mises en crise par l'urbanisation et l'intégration sectorielle des gouvernes politiques (tendant à la dé-différenciation des territoires); et il y a la crise qui reformate la société urbaine sur la dualité interne.

Dans ce contexte, ce qui domine c'est le brouillage et le cryptage des messages. C'est aussi la "crise" du politique et de la représentation. C'est enfin celui des organisations de mobilisation (syndicat, partis politiques, mais aussi associations).

2. Décentralisation

On pourrait voir la valeur canonique de référence devenue celle de "proximité".

On pourrait voir la dévalorisation des politiques locaux -liée, en partie, à la décentralisation (moindres contrôles des élus)- référée à la "corruption" dans une nouvelle polity faisant prévaloir les "politiques" par rapport aux "fonctionnaires étatiques" (pour dire le besoin et pour décider des affectations des fonds publics).

On pourrait s'interroger sur les raisons qui ont permis "le sacre des notables" (J. Rodin); en particulier sur l'anticipation de réception du "grand Horloger" (Thoenig).

On pourrait conjecturer (Mabileau) la recherche d'une nouvelle synthèse républicaine pour la France urbaine; et en particulier celle d'un nouveau "consensus" -forcément- "ambigu" (Kesselman).

On pourrait se demander si le parti politique devenu un élément clef du jeu politique en conditionnant l'accès à tous les niveaux institutionnels n'atteint pas sa

limite du même coup: il ne peut plus définir de programmes de société, dès lors qu'il tend à se réduire à un moulage de situations socio-politiques différenciées de sites en sites, et à constituer un agrégat de "lidias" organisées verticalement et fractalement (chef de lidia et sous-chefs -cf. Lenclud sur les relations clientélares en Corse-). A cet égard les partis politiques se retrouvent en position ambivalente à l'égard du mot d'ordre participationniste: soutenir des dispositifs qui sont des substituts fonctionnels.

3. Information

Ici il faudrait parler d'"information utile": utile par rapport à un projet; c'est à dire en termes d'informations-connaissances mais aussi d'informations-organisation (Aristote).

Ici, il conviendrait de souligner la loi de composition du travail politique (usage du cabinet; montée de l'expertise technopartisane).

Ici, il devrait être reconsidéré le contenu de la référence au "pouvoir d'expertise" (des services et des élus) et, en liaison avec celui-ci, de l'impératif "évaluatif" actuel.

Ici, il y aurait à refaire la part des deux tendances de fond: celle à la gestionnarisation (sous couvert managerial) et celle à la partisanisation (sous le double chapeau de la démocratie de participation et de la rationalisation des expressions localisées).

Au delà des opérations de codage (et de sur-codage: Sfez) ce qui m'apparaîtrait devoir être interrogé relève d'un autre plan: ce à quoi nous assistons actuellement ne provient-il pas, en partie au moins, de la perte de la surfonction partisane (entendons que les partis politiques se sont constitués sur des bases économique-sociale et politico-sociale d'expression classiste; dimension de base qui se défait: 80% de la population active est constitué de "salariés": la différence des "vécus" est plus de niveau ou de quantité que d'"essence" ou de "qualité"). Au bout du compte il y a ce que Laufer, après Perelman, renvoie au contexte de la rhétorique, qui a pour référentiel clef l'"opinion".

4. La complexité

Dans cette rubrique il s'agirait de penser la réalité complexe comme celle ordonnée à plusieurs niveaux (cf. Bateson) -certains (cf. Brillouin après Boltzman) ont pensé la complexité à partir de l'"information manquante"-. Pour notre sujet actuel, il m'apparaît pouvoir être fait quelques remarques particulières:

-avec Goffman, on pourrait repérer les changements de "cadres d'expérience" ("frames") à partir desquelles nous reformatons les éducations actuelles; j'ajouterai que la vogue actuelle -et la demande qui nous est adressée, au titre d'"experts", en cette direction fonctionnelle- d'inventer des modes opératoires (considérés comme des "boîtes à outils") mettables à disposition des responsables

publics, est lisible comme des indicateurs d'une prise de conscience de cette dimension.

-la crise du marxisme, dans la réalité politique et dans le champ de l'analyse, contraint à découvrir de nouvelles rigueurs qui ne peuvent plus procéder de l'extérieur (polémique des pro et contre, des matérialistes, des empiristes, libéraux, etc.) mais qui doivent se trouver moins à l'intérieur qu'à la limite intensionnelle (posture de l'anachorète) des champs d'action.

-l'analyse de leaderships urbains dans des grandes villes (cf. Sorbets: Amiens, Bordeaux, Lille, Strasbourg) montre la dualisation des pragmatiques politiques: par le haut, d'ensemble et par le bas, quartier par quartier. Dualisation de la légitimité qui se repère en référence au couple analytique notionnel: "leadership aventurier-leadership naturel

-la problématique de la gouvernance en contexte de complexité pose la question corrélée des échelles des choses: ce qui se vit à un niveau de site peut-il être intégré à ce qui se vit, ou se pratique, à un autre niveau d'intégration? Que peut-il se mettre en place de fluide dans des contextes de crises qui réduisent les marges de jeu et contraignent à fonctionner politiquement en opérateur de compensation de déficits divers?

III. ECHELLE

Revisitons les quatre dimensions du "politique" dans le "local" "actuel": dans ce format, dans notre posture.

1. La polity locale

Il faut poser que "le local" c'est bien le niveau "communal" -et, en celui-ci, l'espace politique de grandes villes, de villes moyennes ou de petites villes et bien sûr de communes rurales est différent; mais le local c'est aussi le niveau "départemental" (cf. Legendre) et c'est, depuis les lois de décentralisation, celui de la "région" (avant la Région était un "établissement public").

Il faut se souvenir que les lois de décentralisation du gouvernement socialiste procèdent d'une problématique antagonique avec celle pensée au sein du PS, parti majoritaire (anti-notabiliaire, anti-départemental et pro-"nouvelles élites régionales": cf. Worms).

Il faut voir le rôle des partis politiques dans certains sites (cf. le Territoire de Belfort avec un conseil général chevènementiste) comme celui d'intégrateur d'espaces politiques locaux sur une trame jacobine (dans la loi, tous les sites institutionnels locaux sont autonomes et dépris de toutes relations de tutelle entre eux, si ce ne sont celles liées au pouvoir de réglementation générale de l'État central).

Il faut mettre en perspective le niveau national comme un local à l'échelle

continentale (européenne); même si la CEE promeut un format "régional" pour ses propres politiques publiques. La tendance actuelle va à la mise en place d'un espace politique bipolaire: local-transnational (cf. CS). Or, on s'aperçoit qu'à l'échelle européenne les partis politiques s'organisent difficilement, et répètent de sites nationaux en sites nationaux des états de crise obéissant à des conditionnements contextuels généraux.

2. Politics locale

Dans cette dimension il conviendrait de regarder de près ce qui relève de niveaux micro, méso et macro; certaines réalités des enjeux et des intérêts évoquées précédemment s'inscrivent dans cette perspective d'interrogation qui tend à poser l'utilité de penser les réalités à géométries variables; ce que les partis politiques tentent de faire sans pouvoir très précisément l'assumer.

La réalité de la compétition politique ne peut être organisée sur les mêmes canevas, me semble-t-il, dans une société à dominante rurale et dans une autre urbaine; et la ville dans la première et la campagne dans la seconde ne sont pas formatées sur ce qu'est leur réalité dans l'autre cadre d'expérience.

Dans la société urbaine généralisée on pourrait s'orienter vers d'autres lignes de force clivant projectivement la compétition politique, peut être sur des valeurs, peut être sur des services, voire sur de nouvelles relations aux "leaders politiques".

Dans la phase actuelle du développement politique en Europe tout se passe comme s'il n'y avait plus que des élections intermédiaires; entendons que chaque élection est référée à une série de consultations et permet d'organiser des tactiques électorales à rebonds.

3. Policy locale

Par rapport aux deux types de policy (rationnelles, incrémentales), il m'apparaît se mettre en place une troisième sorte de politiques publiques: des politiques modulaires caractérisables par leur forme: des cadres d'ensemble, et par leur mode de formation: des co-productions partenariales (inter-institutionnelles, opérateurs-usagers).

La question de fond, elle, demeure celle de la possibilité de prendre des options et de faire des politiques publiques "pour tous" (d'un côté on choisit, de l'autre on affiche une égalité a priori de traitement). La dualité des politiques publiques: rationalisation gestionnaire et démocratisation par la participation.

La nouvelle prépondérance (Topalov) du paradigme "écologiste" par rapport à celui de la "planification rationnelle" peut être vue comme un processus de "contexturisation" des policy (trend en faveur d'une naturalisation du social; liaison du "social" et de l'"humanitaire" -droits de l'homme-). Mais, la lecture néocorporatiste (Schmitter, Muller) de la gouverne politique tend à délimiter une autre ligne de

reformatage du Politique actuel (à partir des "policy" on est ainsi conduit à rabattre le changement sur une mise de la gouverne locale au format étatique national).

4. Pofitical man local

On a tellement "personnalisé" la relation d'autorité (choix de "personnes", confiance), particulièrement dans une vision plus ou moins rémanente de la "communauté" dans la société locale, qu'il serait inutile de s'étendre sur ce point. Tout au moins si nous ne souhaitons pas souligner que cette sur-valorisation de la dimension personnelle peut être indicatrice d'un phénomène effectif devant être pris en compte.

La fonction symbolique du leader politique peut être comprise en termes d'identification du Collectif (par procuration directe ou par médiation intra-états particuliers); ce qui peut permettre la co-présence active de tendances évolutives contradictoires (changement vs conservation) ou situées sur des plans différents (Autorité/Extérieur).

Les "figures" du leader (père, chef d'entreprise, animateur ...) comme les "status" d'auto-référence ("militant" vs "notable"), s'inscrivent dans une incertitude des détenteurs des rôles d'autorité locale sur les attentes (et, en fait, sur la chaîne: attentebesoin-demande) des populations à leur égard: que décider? ou que "non-décider"? C'est à dire, quelles sont les constructions sociopolitiques de la réalité locale pertinentes? De quoi peut-on attendre une "reconnaissance" de la part des populations?

De là, toutes les dotations des autorités d "'instruments" d'expertise (services, observatoires, sondages ...) et le désir de rester "au contact", de faite du concret, de prendre la mesure du vécu des gens, que manifestent les élus locaux; mais aussi la recherche de contrôle des chaînes de la décision: par le cumul des mandats ou par des actions "en grappe" (Sadran) il s'agit bien de s'ajuster à des dispositifs (et à des technologies) de montages des dossiers d'opérations publiques.

A cet égard, la décentralisation apparaît constituer moins un changement de règles du jeu qu'une redistribution structurofonctionnelle des affectations de compétences.

IV. CONTEXTURES

Par ce terme -qui est défini par: "manière dont sont liées entre elles les diverses parties d'un corps, d'un ouvrage complexe"-, nous souhaitons spécifier deux choses: d'abord la dimension contextuelle ("ensemble des circonstances dans lesquelles se situe un fait, et qui lui confèrent sa valeur, sa signification"); ensuite, la dimension "conjoncturelle" ("situation résultant d'un ensemble de circonstances"). Cette perspective, peut, à mon avis, définir un terrain nouveau d'observation du politique: celui des Contextes Socio-Politiques Comparés, terrain qui me semble chargé d'une actualité particulière.

1. Plan global

Sur ce plan, ce qui est dominant, ici et ailleurs, me semble procéder des "pertes de repères", dont peuvent témoigner les usages systématiques des références à la "crise" (cf. CS: Leçons de crises) comme du couple syntagmatique "problème-traitement", qui renvoie à un paradigme thérapeutique de l'action publique (cf. le "réparateur" goffinanien).

Les déficits de discrimination du couple notionnel "droite-gauche", dans le monde contemporain, s'inscrivent dans un univers de brouillage des représentations internes, "sur soi"; et la sur-valorisation de déterminants "externes", sur le devenir des sociétés (cf. le thème des "défis à relever"), peut en être vue le corollaire.

La thématique "développementaliste" -en Recherche comme dans l'action politique- a perdu les vertus optimistes des années 60-70 (cf. Rostow) -où un avenir radieux semblait s'offrir à terme à tous et à chacun-; elle apparaît aujourd'hui se recaler sur une autre problématique: celle de la substitution, à la croissance naturelle et globale, une évolution sociétale et particulière (exemple: développement social local, DSQ ...).

Les valeurs de référence au sein de la Politique, seront à dominante pragmatique (le vécu) et de tonalité "consensualiste" (le "nous").

2. Plan societal

Avec JP Augustin tout particulièrement, il serait loisible de voir dans les structurations institutionnelles-organisationnelles des formations sociales (nationales et locales), la prégnance de structurations historico-génétiques des sociétés de l'Europe du sud: des structures ayant pour base les grands réseaux sociaux (laïque, confessionnel, socialiste) qui ont nodalisé des milieux dotés de durabilité.

Cette saillance sociale devient de moins en moins apparente: n'assiste-t-on pas à une déréliction discrète des bases de ces différenciations de milieux, fondements de réseaux globaux ayant généré des appareils concurrents (cf. dans le social et le socio-éducatif en particulier) dans la "société civile" et dans la sphère politique spécialisée (partis politiques)?

On pourrait assister, pour des raisons nombreuses dont on pourrait débattre, à une "neutralisation" du politique comme on a assisté, depuis une vingtaine d'années, à celle du "social": le "social" devenant une dimension "technicisée" (cf. B. Jobert sur les bureaucraties sociales), avec des "supports de besoins" pouvant être traités par des "professionnels-spécialistes".

Ce qui est en cause ici c'est la fin de surfonctions socio-historiques et la possibilité offerte dès lors -la nature politique a horreur du vide- de "re-surfonctionnaliser" ce qui peut l'être de l'extérieur: actuellement, n'est-ce pas le travail sur les représentations qu'expriment l'"impératif communicationnel" (mise en valeur, faire savoir) et les jeux d'"emblématiques" (logo, mécénat) dont les appareils

de l'espace public -de toutes natures-?

3. Plan politico-administratif

Suivant les pistes initiées par des chercheurs grenoblois sur les Modes d'Organisation de l'État, il serait loisible également de voir les actualisations alternées des prépondérances de l'un ou de l'autre des deux M.O. -MO Sectoriel, MO Territorial- de l'État, selon les Phases (définies par le Contexte Socio-Politique), d'"Equipement" ou de "Stabilisation sociale".

Ceci permettrait de relire les périodes du Gaullisme, du Pompidolisme (avec son "fou": le chabanisme de la nouvelle société), du Giscardisme (avec sa "modernité" articulée à un anachronisme, du fait de la "crise" pétrolière), de la "génération Mitterrand", celle du temps crypté (Panthéon, décomposition du corps socialiste, ici et là bas, maintenant).

Ceci permettrait de s'interroger sur la "décentralisation": en phase de "crise" que signifie la transmission à des collectivités locales restaurées de compétences plus étendues? que signifie le mot d'ordre de promotion de "développement(s) local(s)" divers?

Ceci permettrait corrélativement de questionner ce qu'est devenue la société en son état actuel: informatisation et dualisations, urbanisation et exclusions, mais aussi: montée de l'individualisme (et des "tribus" selon Maffesoli, et du "vide" selon Lipovetsky) et des féodalités. Tout ce qui se recale d'une façon ou d'une autre par la référence au paradigme réticulaire (réseaux partout et pour tout et tous).

Nous sommes ici dans cette mouvance: réseau d'universitaires spécialisés, trans-nationaux etc.!! Mais les villes sont dans ce même contexte socio-politique qui dit les modes opératoires pour s'adapter au "nouveau cours".

4. Au plan des agglomérations

Nous évoquons les réseaux de villes européennes, pensons à celui dans lequel Barcelone et Bordeaux se retrouvent avec Lille, Lyon, Marseille, Toulouse, mais encore Milan, Amsterdam ou Leipzig: le "Club Eurométropoles". A l'autre bout de ces chaînes de communications inter-sites urbains, il y a des enjeux et des stratégies politiques localisées. On peut ici parler de systèmes d'agglomération, pour spécifier à la fois des dimensions liées aux agrégats urbains particuliers et des dimensions générales tenant à la forme politico-administrative de l'agglomérat,

Ainsi, le système bordelais: chabanisme (cf. Lagroye) et Communauté urbaine; "crise de 1977" et solution; LAM et LAG: CEBSO et CUB.

Ainsi les systèmes Lillois (Laurent-Mauroy / Villeneuve d'Ascq-Communauté urbaine), Lyonnais (Pradel-Noir / Villeurbanne COURLY), Marseillais (Defferre-Vigouroux-Tapie ...), Toulousain (Baudis 1-2, district/Jospin).

Ainsi pourrait être mises en perspective analytique l'actualisation d'une forme d'apolitisme dans les grandes villes en même temps que la recomposition interne des "contextures" des sociétés locales (effets de contextes socio-politiques)

CONCLUSIONS: I ET II

C-I: sur la co-occurrence de dimensions locales et globales.

1. La fragilité des systèmes

Celle des grandes villes, qui avaient surmonté les "déménagements du territoire" des "trente glorieuses" qui tendent à s'effriter et qui sont "à (re)-prendre" (cf. Tapie à Marseille et au PS); en est-il très différemment "à l'Est" (Mur de Berlin, régime soviétique ... marxisme) et "à gauche" (PC et PS)?

= quelles élites politiques nous sont promises dans un tel CSP?

= quelles formations politiques nous seront permises dans une telle Polis?

2. L'effritement des opinions

Celui de l'électorat de gauche est à l'ordre du jour; peut être parce que les forces politiques de gauche sont au pouvoir, et qu'ils y sont, par effets induits et corrélés du changement interne et externe [recomposition de la société (urbanisation, tertiarisation) et décomposition (chômage, récession économique) et/ou pour avoir su se promouvoir en apporteurs de ,traitements,, pour les "problèmes" actuels et en supports de valeurs morales]; puis, échouant sur tous les plans, la gauche cesse de constituer une référence identitaire, légitimante ou d'efficacité.

Celui de "droite" suivra-t-il un (possible) "échec" des forces de droite revenues aux affaires (massivement du fait de l'effondrement de l'autre camp)?

= que restera-t-il après? l'extrême droite? un regain de gauche?

= que signifie refonder des appareils partisans sur des programmes qui n'ont plus de bases doctrinales "essentialisantes"?

Tout ceci est-il très différent de l'état du monde aujourd'hui: une seule super-puissance par effondrement socialiste et des alliés qui se dispersent?

3. Montée des Contextes

C'est ici l'"environnement" et les "écologistes"; c'est la vision de flux qui nous dépassent: flux technologiques, de l'argent, de l'information, des hommes qui n'ont ni centre ni périphérie définis ("un univers où le centre est partout et la circonférence nulle part");

C'est "un seul monde" et un monde fragmenté devenant incontrôlable et de

plus en plus chargé de "dangerosité": ici et là, dans la ville et hors d'elle (cf. Peteers et Schuiten).

4. Montée des Altérités

C'est là la "propriété" de nos "cités" qui se font et se défont par des réceptions problématiques de groupes sociaux placés en position d'"ins" et d'"outs": "là", et pourtant hors des réseaux de la société active (chômage, galère), dans des quartiers des centres ou des périphéries, dans des habitats relus dans des visions "Ecole de Chicago"...

- = dualité ou bien mixtures? isolats ou bien métastases?
- = retour des ghettos et perte de l'identité?

Les sociétés locales européennes se retrouvent actualiser les déséquilibres Nord-Sud du Monde: des populations qui sont là dans la cité mais qui ne sont pas des citoyens...

C-II: questions au(x) Politique(s):

1. La disqualification politique

- des partis politiques, des hommes politiques de plus en plus professionnalisés
- des opérateurs politiques de plus en plus dé-différenciés (trans-postures)
- des déficits de crédit (identité, légitimité, efficacité)
- des médiations construites pour la...communication (langue de bois)

2. Les élections

- des sondages des opinions en grandeur nature
- des consultations qui sont mises en crise dans la durée des mandatures par les sondages d'opinion
- des scrutins dont les enjeux deviennent confus (mélange des plans)
- des représentations qui sont insuffisantes au regard de l'efficacité (recours à la participation)

3. Les modes de scrutin

-il demeure le choix des personnes élues, celles qui seront réputées "responsables-coupables"; et pour ce faire le mode de scrutin est second; or, ceci est premier pour les partis politiques (cf. les débats actuels pour les élections européennes: la "régionalisation" ou non des listes; cf. hier et demain des débats sur la R.P. ou le scrutin majoritaire: en France comme en Italie).

- à quoi sert une "majorité"? entendons qu'une fois qu'elle "existe" au sortir

des urnes, tout ce qui fait surnombre est excédent -voire même les éléments réels qui, agrégés, font la Majorité peuvent apparaître tels, pour peu que l'on réalise que le site du pouvoir est dans l'Administration plus que dans le Parlement, plus dans l'Exécutif que dans le Législatif (cf. L'"exit" député de députés socialistes en 92-93).

-quel usage en font les partis politiques? un protocole pour désigner des dirigeants et pour leur assurer une certaine durée de légitimité non-concurrencée (autant que l'opinion ne s'est pas retournée et ne s'est pas actualisée en un somme d'imputations des responsabilités); et une connivence permettant -notamment en jouant de la référence suprême et hors-concurrence à "la Constitution"- de conserver une base d'agrément (cf. Boltanski, Thévenot: Les économies de la grandeur).

-on retrouve la "ruse", mais désormais une référence-révérence à la Métis comme solution "dos au mur" pour tous les élus politiques défaits de leurs armes et bagages.

4. L'émergence-promotion du Politique

-comment faire de ce qui est réputé être partout et tout (cf. "tout est politique") une dimension reconnue comme limitée?

Entendons une activité "spécialisée" et "faisant du possible"?

-comment faire que des responsables publics qui se renouvellent, médiatisés par les partis politiques, puissent échapper à une professionnalisation qui les coupe d'une base devant les "accepter"?

-comment "faire" des leaders "naturalisables" lorsque l'action génère de fait leur "aventurisation" tendancielle dans les CSP urbains qui changent mais le font en un quasi-surplace (incrémentalisme)?

-comment faire du local une ressource du reformatage du Politique alors même que se joue dans les sites éparpillés l'ensemble des enjeux de la société globale sans que les moyens de les assumer s'y localisent?